

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19412 - 75ÈME ANNÉE

Les promesses de Didier Robert rattrapées par la réalité

Orientations budgétaires de la Région Réunion : incertitude sur 30 millions d'euros !

Hier, la Région Réunion a débattu des orientations budgétaires pour 2020, où persiste une incertitude qu'elle estime à 30 millions d'euros sur les recettes. Cette somme ne dépend pas de la Région, mais d'arbitrages au niveau de l'Union européenne et de la France. S'ils ne sont pas favorables à Didier Robert, président de la collectivité, cela risque de placer la collectivité dans une situation financière extrêmement difficile. L'État interviendra-t-il pour remettre de l'ordre ?

La réalité continue de rattraper Didier Robert, président de la Région Réunion, et ses promesses. Le mois dernier lors de la visite du président de la République, aucune séquence n'était prévue sur le chantier de la route en mer alors que ce projet représente le plus important investissement de l'État. L'intervention de l'État s'était en effet limitée à déminer le terrain avant la visite présidentielle, afin d'éviter le blocage des routes par les transporteurs qui ont cru aux promesses de Didier Robert et qui sont très inquiets de la menace du maître d'œuvre de stopper le chantier au mois de mars.

Plusieurs années après la pose de la première pierre, le problème de l'approvisionnement en matériaux du projet pharaonique de Didier Robert n'a toujours pas été résolu. Les multinationales qui bénéficient du marché de la route en mer ne sont pas des philanthropes, elles ne vont pas continuer à payer des salariés si le chantier reste à l'ar-

rêt, malgré tout, Didier Robert annonce que le chantier sera terminé en 2022 ou 2023 ! Qui peut croire à une telle promesse alors que selon le «JIR» d'aujourd'hui, la Région a résilié depuis un mois le marché de la digue toujours pas réalisée faute de matériaux. Il faudra donc relancer toute la procédure depuis le début pour la partie entre la Grande Chaloupe et La Possession, en sachant que les bénéficiaires du marché résilié demandent des centaines de millions d'euros de dédommagement.

70% de 57 millions pour aider des riches à voyager

Hier en assemblée plénière du Conseil régional, la réalité s'est de nouveau manifestée. Didier Robert ne peut pas dissimuler l'explosion de l'endettement de la collectivité, qui dépasse désormais son budget. La Région Réunion a même dépassé le seuil légal de désendettement avec une durée estimée à 9 ans et 7 mois, alors que la loi prévoit qu'une collectivité de ce type ne doit pas dépasser 9 ans.

De quoi s'interroger sur l'utilisation de tout cet argent public géré par la Région. En effet, il a été englouti dans le chantier de la route en mer qui s'avère impossible à terminer dans les conditions actuelles. Il a également financé des bons de réduction pour les billets d'avion. Ce dispositif bénéficie à

70 % aux personnes se situant dans la tranche la plus élevée, selon un rapport de la Cour des Comptes, ce qui signifie que ces personnes peuvent se payer un billet d'avion sans aide. Autrement dit, l'argent est donné à des riches qui n'en ont pas besoin.

En se substituant à l'État dans ce domaine, Didier Robert comptait utiliser l'argent pour se construire une popularité. Mais cela coûte maintenant 57 millions par an, de quoi construire deux lycées par an ! Il se retourne maintenant vers l'État pour aider la Région. Et Didier Robert continue la fuite en avant, en promettant 10 millions d'euros supplémentaires pour subventionner les importations. La production locale va sans doute apprécier.

Effondrement de l'investissement

Pendant ce temps, l'équipe au pouvoir à la Région a été bien en peine de construire et d'inaugurer un seul lycée en près de 10 ans, alors que sous les présidences de ses prédécesseurs, le rythme était d'un lycée livré tous les 18 mois. Quant aux constructions de route, chacun peut constater qu'à part l'inauguration du pont de la rivière Saint-Etienne mis en œuvre sous la présidence de Paul Vergès, aucun kilomètre de route nouvelle n'a été mis en service. Ce bilan tranche avec les prédécesseurs de Didier Robert, qui avaient fait de la Ré-

gion Réunion une collectivité reconnue sur le plan de la réalisation des investissements. Sous Paul Vergès, la part des investissements dans le budget était de 70 %, elle est désormais de seulement 54 %. La cerise sur le gâteau est le budget prévisionnel pour 2020, où la

majorité régionale avoue qu'une incertitude persiste sur un montant de 30 millions d'euros, en raison d'arbitrages pas encore fait au niveau de l'Union européenne et de la France. Autant dire que si ces arbitrages ne sont pas favorables à Didier Robert, le budget voté se-

rait donc en déséquilibre. La Région Réunion nage donc en plein amateurisme. L'État compte-t-il agir pour y remettre de l'ordre ?

M.M.

« Le Monde » constate l'impasse de la route en mer

Dans son édition datée de ce 28 novembre, « Le Monde » publie un article signé Jérôme Talpin relatif au chantier de la route en mer. Il revient notamment sur la question de l'approvisionnement en matériaux qui n'est toujours pas résolu, 5 ans après la pose de la première pierre. Voici des larges extraits :

« Ce devait être le chantier-phare du mandat de Didier Robert, à la tête du conseil régional de La Réunion (divers droite). Mais l'avancée des travaux de la nouvelle route du littoral (NRL) tourne au cauchemar. Enquête judiciaire du Parquet national financier pour des soupçons de favoritisme, dérapages financiers pointés par la Cour des comptes et l'opposition, impacts sur l'environnement brandis par plusieurs associations écologistes et, enfin, problème d'approvisionnement en roches massives viennent plomber ce chantier gigantesque, unique en France.

La déclaration d'Emmanuel Macron, lors de sa visite sur place fin octobre, a été vécue comme la condamnation sans appel d'une succession d'erreurs et du manque d'anticipation du projet : « Nous n'avons collectivement pas su être au rendez-vous, et parfois aussi la production locale et les acteurs locaux. »

Cinq ans après le lancement des travaux, la date d'ouverture totale de la NRL n'est toujours pas connue. Elle était prévue d'abord

en 2018, puis en 2020. Désormais, la route de 12 kilomètres, reliant Saint-Denis à La Possession, sur une partie en viaduc, à plus de 20 mètres au-dessus de la mer, n'entrera pas en service avant 2023, au plus tôt, voire 2025.

Lancé en 2014, le chantier est aujourd'hui réalisé « à 80 % », affirment les services de la région Réunion. Il reste désormais à bâtir la portion de route-digue sur 2,7 km sur le côté ouest, entre La Grande-Chaloupe et La Possession, un marché à 300 millions d'euros confié à Bouygues et Vinci.

Selon les dernières estimations, plus de trois millions de tonnes de roches et quatre millions de tonnes de remblais sont nécessaires pour terminer ce tronçon. Mais l'alimentation en roches massives indispensables manque paradoxalement dans cette île volcanique et caillouteuse. Si bien que le groupement d'entrepreneurs a décidé fin septembre d'ajourner les travaux, faute de matériaux.

L'approvisionnement devait être assuré par la carrière de Bois-Blanc, à Saint-Leu, mais des riverains, des associations écologistes et la commune ont réussi à bloquer l'exploitation de cette carrière en dénonçant des nuisances et des atteintes graves à l'environnement. Cette coalition a réussi aussi à obtenir l'annulation du schéma départemental des carrières dans lequel figure celle de Bois-Blanc. (...)

Une chose est sûre, entre la région et le groupement d'entrepreneurs, le torchon brûle. Les deux parties se renvoient la responsabilité de cette situation génératrice de surcoûts. Une résiliation serait en discussion, selon plusieurs sources locales. Sollicités par Le Monde, ni le président du conseil régional ni le représentant du groupement n'ont souhaité s'exprimer sur ce point.(...)

L'importation de roches massives des îles voisines de Madagascar ou Maurice a été écartée du fait des coûts élevés et des risques liés à l'introduction d'espèces invasives. Mais aussi pour une raison non formulée de jerté locale. Difficile pour les élus réunionnais d'expliquer qu'il faut aller chercher des matériaux à l'étranger alors qu'il existe des ressources à La Réunion et de fortes revendications pour favoriser l'embauche locale.

Autre solution envisagée : l'ouverture partielle de la NRL entre Saint-Denis et La Grande-Chaloupe. Un appel d'ores pour des travaux de raccordement avec l'actuelle route, pour 15 millions d'euros supplémentaires, a été relancé. Cela permettrait d'atténuer le retard pris pour la livraison complète du chantier et, surtout, de faciliter la circulation sur l'actuelle route, aujourd'hui fortement congestionnée, en cas de fortes pluies, avec le risque permanent d'éboulements et le spectre d'une nouvelle catastrophe. »

Billet philosophique

Priorité à « la solidarité active »

Si nous voulons réfléchir ensemble aux problèmes de notre société pour les analyser et trouver des solutions communes, il est bon d'échanger au maximum afin de trouver un accord en évitant les polémiques et le sectarisme. C'est peut-être un moyen de faire avancer "l'amour de la sagesse" (la philosophie) dans notre pays et de faire reculer la kouyonis...

Pour aller dans ce sens, lors de ses 3 conférences organisées la semaine dernière par l'association réunionnaise les Amis de l'Université, présidée par Yves Bosquet, le philosophe et essayiste français Michel Onfray nous a fait part notamment de « la nécessité d'en finir avec le colonialisme et de respecter la souveraineté des peuples ». Il a plaidé aussi pour « l'abolition du jacobinisme, où le pouvoir vient d'ailleurs », et donc pour « des parlements régionaux face à un État maastrichien ». Et lors de sa conférence à l'Université du Moufia sur "la politique, une philosophie du nihilisme", il a conclu : « Nous sommes dans un système gouvernemental planétaire qui ne veut pas des citoyens responsables mais consommateurs ».

« Vie communautaire universelle »

Afin de remettre en cause ce sys-

tème injuste, nous pouvons citer les engagements admirables de Loïc Damey, à la fois président de l'association Réunion Bénévolat (<https://www.reunionbenevolat.re>) et co-président du Mouvement Français pour un Revenu de Base, qui a participé en août dernier à Hyderabad en Inde au 19e congrès universel du revenu de base. À cette occasion, il a fait avec ses amis du congrès une visite à Auroville, près de Pondichéry dans le Tamil Nadu, dont il a présenté vendredi dernier au caf 'éco d'AID (Association Initiatives Dionysiennes) les valeurs fondamentales cultivées depuis la fondation de cette "cité universelle" il y a 51 ans par Mirra Alfassa, plus connue sous le nom de la Mère et compagne spirituelle du philosophe indien Sri Aurobindo.

Pour la fondatrice de cette collectivité, Auroville doit être « le lieu d'une vie communautaire universelle, où hommes et femmes apprendraient à vivre en paix, dans une parfaite harmonie, au-delà de toutes croyances, opinions politiques et nationalités ». Et Loïc Damey a expliqué qu'après la mise en place à Auroville d'un « système de maintenance universel », la comparaison avec le revenu de base universel « est riche d'enseignement, tant au niveau du financement du système que au niveau de l'état d'esprit, de la contribution de chacun ».

« Une large union »

Cela nous fait penser au courrier publié le 8 novembre dernier par Julie Pontalba, une enseignante, responsable du Parti Communiste Réunionnais et présidente du Mouvement Réunionnais pour la Paix, qui a attiré l'attention à propos des prochaines élections municipales sur « l'urgence de traiter la pauvreté multiforme » à La Réunion et de mettre en cause « la source du mal : une politique de mal-développement ». Elle a aussi rappelé que les Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (OMDD) signés par tous les États en 2015 « ont fixé comme priorité numéro un : l'éradication de l'extrême pauvreté avant 2030. Il reste donc 10 ans. Un sursaut démocratique et collectif est nécessaire ». D'où la belle conclusion de Julie Pontalba : « Utilisons le mandat municipal 2020-2026 pour abréger la souffrance de nos compatriotes victimes de la pauvreté ; il s'agit avant tout d'une volonté politique. Toutes les personnes de bonne volonté peuvent s'unir afin de mener cette lutte courageuse pour la dignité humaine. Au-delà de toutes sortes de considérations, il y a réellement la nécessité d'une large union pour mettre des compétences au service de la population la plus nécessiteuse, avec comme objectif principal la solidarité active ».

Roger Orlu

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Pèrsone lé pa égzanté la lite pou son lang !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, mi antan aou paré dir : néna in bonpé lang réjyonal lé an pèrdisyon, lé ménasé pou disparète kisoï par i n movè politik d'éta, kisoï par in défo d'la rézistans popilèr. Abon ! d'après sak mi antan ou i koz pou lé zot ou la ..."Aou Justin, ou lé bon pou sa ou, mé la vote, out lang réjyonal, kréol rényoné, dann kèl éta li lé ? Ou i pans pa li osi néna son plon dann zèl ? sansa son grinnsèl dsou la ké ? ou i kroi pa li osi li lé riskab disparète inn dé sé zour ? »... Par l'fète la pa moin pou plèr dsi li, sirtou si lé bon pou lo lintéré zénéral. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi oi pa ditou kèl lintéré zénéral ou i anparl ou la. M'a dir aou matant, kan in lang i disparète sé in pèrt pou lo pèp i pèrd son lang, sé in pèrt galman pou l'imanité pars la lang – la sa i fé parti nout patrimoine, é nout patrimoine ni doi protèz ali, dévlop ali, konsèrv ali bien o sho : in rishèss konmsa li égzis, li l'éné in zour, li la dévlopé, li la ansèrv tout sak in lang i pé an sèrvir é oplis i sava, oplis li dévlop, oplis li anrishi é oplis li anrishi nout léspri. Ou i vé, ou i vé pa matant lé konmsa é sé konmsa i fo ni vanj pou li. Kisa i doi vanj pou li ? Nout tout matant dopi ti-baba dann pagn, vyé moun avèk baton, jènn-jan, amontrèr, zaktèr kiltirèl, zékrivin, komik, rakontèr zistoir, zinvantrèr lo mo, lo fraz, lo tournir.. Kasèr lé kui dsi bal de ri dan la boutik, zouar d' kart, véyèr d'kor, shèrchèr, imajinèr, fonn kézèr. Konm moin téi di, dann tan moin lété l'armé. Pèrsone lé pa égzanté ! Tok ! Pran sa pou ou.

Justin